



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération — Arc Sud Bretagne — Questembert Communauté

Le grand
débat national

Date et horaire : 7 mars 19h-21h Lieu : Salle du conseil municipal - Muzillac (56190)

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée dans la presse locale ainsi que sur les supports de communication de la Mairie, et enregistrée sur le site du Grand Débat National. Le Conseil de développement a créé un « évènement » sur sa page Facebook.

DEROULE DE LA REUNION

Environ 80 personnes présentes. 2h de réunion.

Equipe d'animation composée de 3 bénévoles du Conseil de développement et de l'animatrice salariée.

En tout, 53 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion.

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro autour des quatre thèmes décidés par le Président de la République, non exclusivement. Ils étaient libres d'aborder d'autres thèmes.

Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir photos du résultat final en fin de document).

NB : le nombre de gommettes n'était pas limité par personne et tous les participants ne sont pas restés pour cette séquence. Il ne s'agit pas d'un « vote » représentatif mais d'une possibilité supplémentaire d'expression, qui nous permet de visualiser l'engagement suscité par les différents propos (Nombre de gommettes apposées indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet. Taille de police agrandie pour les contributions ayant suscité le plus de réactions, positives ou négatives).

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets/sujets transversaux ». Les sous-thèmes indiqués ont été créés par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, ils n'ont pas été validés par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants.

Les contributions ne sont pas présentées dans un ordre chronologique ni hiérarchique.

Écouter davantage les scientifiques en matière d'écologie

5

Un participant : Il me semble que nous avons des scientifiques et on a tendance à ne pas vouloir les écouter trop. J'ai des enfants qui sont scientifiques et qui nous alertent, nous leurs parents, sur la réalité de ce qu'ils voient chaque jour dans leur milieu de recherche. Je suis très inquiet qu'en général, on essaye de pas trop en parler pour éviter de nous bousculer dans nos petites habitudes. La réalité du GIEC¹ et de tous ces gens qui nous alertent, on met tout ça un peu de côté et nos hommes politiques poursuivent plutôt des ambitions personnelles et donc dévoient toutes ces réalités là avec des discours un peu démagogiques.

Priorité à l'écologie

8

+ de cohérence dans les prises de décisions écologiques

7

Une participante: Je m'étonne du manque de cohérence de certaines décisions d'état, que ce soit d'un point de vue national ou européen, par exemple, la crise des Gilets jaunes elle est partie de la taxe écologique sur le carburant et moi je me suis rendu compte avec les renseignements que j'avais, que cette taxe avait été créée mais qu'en réalité une partie infime de cette taxe était censée être reversée dans la transition écologique. Ça m'a choqué, parce que payer plus cher l'essence c'était pas le cœur du problème : toute cette augmentation c'était moins d'1% reversé à la transition écologique et le scandale il se trouve exactement sur ce point-là, sur la cohérence entre les décisions qui sont prises, les raisons qui sont données sur les buts de ces décisions et ce qui est réellement appliqué. Quand il y a une taxe sur l'essence, ce soit 100% de cette taxe qui soit impacté directement dans la transition écologique !

Pour moi l'écologie c'est plus que primordial ça devrait passer avant tout ! On est sur une planète qui a besoin qu'on réagisse de manière significative et je pense qu'il faut remettre en question notre façon de fonctionner que ce soit du point de vue de notre confort, parce que ça passe aussi par ça, notre façon de nous alimenter... C'est quelque chose qu'il faut absolument faire ressortir de ce grand débat parce que toutes les urgences finalement à côté de ça, elles n'ont pas beaucoup d'importance parce que nos enfants, nos petits enfants ne seront pas là, que ce soit avec un bon système de retraite que ce soit à 80 km/h ou à 90 ou que ce soit avec 1.5€ ou 1€ le litre.

On parle des voitures électriques aujourd'hui il existe plusieurs systèmes beaucoup plus écologiques à la production parce qu'on est d'accord que la voiture électrique une fois produite et livrée chez vous elle n'est qu'écologique mais son empreinte carbone au moment de la création de cette voiture c'est une catastrophe. Et pourtant ça fait plus de dix ans qu'il existe des solutions écologiques qui sont interdites par l'Union européenne par exemple sur le principe de l'huile de friture et l'Europe a réussi à faire interdire ça, sans le dire clairement mais en obligeant les voitures à avancer à travers un processus de combiné de 2 produits et l'huile de friture c'est un seul produit. Ça a été interdit alors que c'est une vraie solution écologique, par exemple, après je suis pas une professionnelle je pense aussi que c'est important de voir y a des professionnels la cohérence !

Maintenir les enquêtes publiques en particulier pour l'écologie

2

Une participante : Depuis le départ de Nicolas Hulot, et même avant, on constate une régression écologique. On sait que la Bretagne est une des régions de France les plus vulnérables, par ses élevages intensifs - il ne faut pas oublier que les algues vertes sont apparues la première fois sur les côtes bretonnes - et c'est un territoire où l'eau va être de plus en plus rare donc il faut le prendre en compte. Face à ça on a des décisions gouvernementales qui font que, bizarrement, c'est une région qui a été choisie pour tester la suppression des enquêtes publiques², qui étaient destinées à faire des enquêtes où tout le monde était concerné, sur des projets à fort impact environnemental comme les installations classées, l'assainissement, les éoliennes, les plans d'urbanisme... tout ça va être supprimé en phase test pour 3 ans, ceci sous la pression de certains syndicats très puissants qui dictent leur loi en Bretagne et donc la population n'a plus rien à dire. Ça va permettre à toutes ces installations de prendre beaucoup plus d'ampleur et de poursuivre la dégradation de notre environnement. Les préfets, l'administration, vont avoir de plus en plus de pouvoir pour décréter du jour au lendemain une autorisation, sans consultation des populations.

Produire l'énergie (électrique) localement

5

1

Une participante : Il faut savoir que notre Président a signé la possibilité de vendre les barrages hydrauliques à des entreprises privées et j'aimerais savoir si on ne pourrait pas plutôt revenir à des circuits courts en matière d'Énergie pour éviter les coupures comme il y avait pu y en avoir il y a quelques années : il y avait eu une coupure en Allemagne, et en Bretagne on avait plus d'électricité. Est ce qu'on ne pourrait pas revenir à des

¹ Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat : panel d'experts dont le rôle est d'analyser l'information concernant les risques liés au changement climatique provoqué par l'homme.

² La phase d'expérimentation lancée pour 3 ans en Bretagne et dans les Hauts-de-France porte sur une procédure de participation du public par voie électronique en lieu et place de l'enquête publique, dans le cadre de la procédure de délivrance de l'autorisation environnementale pour les projets ayant fait l'objet d'une concertation préalable sous l'égide d'un garant par la [Commission Nationale du Débat Public](#) (CNDP)

choses plus locales, le barrage de la Rance par exemple dans les Côtes d'Armor pourrait alimenter à lui seul la Bretagne.³

QUESTIONS LOCALES

Nuisances dues à l'usine, à la lumière la nuit, aux pigeons

2

Une participante : J'habite derrière une usine et j'ai beaucoup de nuisances puisque j'ai des allergies, et des lumières la nuit qui me gênent beaucoup. Ça fait 30 ans que je demande, et il n'y a pas d'améliorations.

Transparence sur les prospections minières

3

Une participante : J'aimerais savoir s'il était possible d'avoir de la transparence sur les forages qui sont fait en Bretagne par des entreprises australiennes, parce que j'aimerais savoir quel avenir on va avoir par rapport à ces risques et à ces possibles futures mines (par rapport aux cours d'eau, à l'eau du robinet...)

RESSOURCES NATURELLES

Faire un plan de gestion et préservation du littoral et des mers pour la Bretagne

5

Une participante : Je voudrais qu'on fasse un plan de préservation de notre littoral et de la mer, je crois qu'il y a des enjeux importants. La Région devrait s'en emparer, que ce soit la préservation des espèces, la dépollution des milieux marins, le problème des plastiques... Il y a un enjeu énorme pour notre région du point de vue de la préservation de la ressource marine, de la pêche, alors je voudrais un plan de gestion pour le littoral breton

Meilleurs contrôle et gestion de la filière bois et des labels

1

Préserver et améliorer la gestion de toutes les forêts du monde

3

Une participante : On a un effort à faire sur la gestion forestière, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale. Il faudrait que l'Europe se mobilise pour préserver les bois tropicaux. On a des forêts tropicales notamment en Afrique, avec des bois précieux et toute cette filière du bois n'est pas gérée de façon durable. C'est un véritable enjeu pour la planète et la préservation des écosystèmes et de la biodiversité et c'est aussi un enjeu pour les générations futures et pour la qualité du climat et la préservation de la planète. Il faudrait engager quelque chose au niveau de la forêt, de sa préservation et de sa bonne gestion puisque nous sommes les premiers consommateurs des bois exotiques, que ça soit pour faire des terrasses, des meubles etc. Il faudrait donc faire comme pour la consommation en général, on parle de consommer près de chez soi, c'est la même chose pour le bois, que ce soit pour se chauffer ou pour faire des meubles. Qu'on fasse de l'exploitation de proximité avec replante et qu'on arrête d'appauvrir les forêts exotiques. Aujourd'hui, on a des exploitants de la forêt qui abusent des stratégies environnementales et on voit que ça leur permet d'exploiter les forêts et de faire des exploitations vers les pays occidentaux en dévastant les forêts et en replantant le même arbre de façon systématique, sans tenir compte de la biodiversité mais ils sont labellisés écologiques. En ayant une gestion qui est éloignée de la source de production, on n'a pas de contrôle sur l'exploitation qui est faite qui est abusive pour la planète donc il y a un regard à porter vraiment sur la gestion forestière, sur l'approvisionnement et l'origine de nos bois.

Assurer le maintien des écosystèmes

4

Une participante : Il y a des petites choses qui sont tout bêtes dans notre quotidien et chacun peut le constater près de chez soi ça a été la suppression des rivières et petits cours d'eau. Ça ne nous touche pas encore, mais il faut savoir que l'année dernière, les cartes des rivières et cours d'eau ont été supprimées donc, il y a des régions de France où des agriculteurs passent et suppriment purement et simplement ces endroits là et ça veut dire qu'il y a moins de petites espèces et de petites bêtes. On peut se dire que ce n'est pas grave, sauf que qui mange les petites espèces ? les plus grosses espèces ! Et on arrive à des fortes proportions d'animaux malades. Il y a des battues de renard par exemple qui sont faites pour éviter que ces bêtes sauvages accèdent aux villages car c'est très dangereux parce que c'est un animal qui transporte des maladies qu'il transmet aux humains. Il faudrait bien faire attention aux petites écosystèmes des campagnes, ça peut paraître ridicule mais je pense que c'est essentiel si on veut pouvoir accéder ensuite à une agriculture raisonnée qui permette de laisser la place à chaque espèce, parce qu'on a besoin de tout le monde sur cette terre.

³ La production de kWh de l'usine marémotrice de la Rance correspond plutôt à la consommation de la ville de Rennes, soit environ 2,4% de la consommation annuelle en Bretagne (source : [EDF](#))

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

L'État en modérateur

3

Un participant : D'une manière générale j'ai cru entendre quelque chose qui me convient bien, qui se résume au rôle de l'Etat, qui pourrait très bien être un gouvernement au niveau européen comme ou français. Il y a, me semble-t-il, des dépenses qui sont absolument nécessaires et qui ne relèvent pas de la production mais du bien être en commun. Concernant par exemple les personnes âgées, je trouve que nous sommes en pleine régression avec une maltraitance institutionnelle des salariés des établissements pour personnes âgées et une mauvaise prise en charge, parce qu'on reste sur le paradigme que la santé doit être rentable. Non, la santé ne peut pas être rentable ! Il faut que l'Etat fasse une régulation de façon à équilibrer la société sur des besoins qui concernent tous les citoyens, avec la possibilité d'investir, d'entreprendre et de faire de la production pour avoir des impôts derrière.

CONSTITUTION

Supprimer le sénat

Supprimer le CESE

Supprimer le parlement européen

3	4
1	
4	6

Un participant : Il y a 42 élus départementaux dans le Morbihan, ils pourraient par exemple envoyer à la Région une dizaine d'entre eux pour commander la Région, ce serait très cohérent et ce serait beaucoup plus économique. D'autre part, je garde les 577 députés et je supprime le sénat qui ne sert à rien, le CESE et, cerise sur le gâteau, le palais européen

MEDECINE

Egalité des services publics, en particulier la santé

Les médecines doivent donner du temps en échange de leur formation. Et les enseignements longs

4

Une participante : Chaque citoyen doit bénéficier de services publics qu'il soit résident en zone rurale ou urbaine donc il est inacceptable que l'on ne puisse pas accéder au service public et en particulier la santé. Je propose que les médecins doivent donner du temps puisqu'on leur paye une formation, comme d'autres corps de métier - les policiers, les enseignants, qui ont je crois un contrat de 5 ans - donc ils ne doivent pas choisir en fonction de l'économie et être responsables et citoyens.

Un participant : Si les médecins n'ont plus le droit de s'installer où ils veulent et s'ils doivent payer parce que nous payons leurs études il faut aussi penser qu'on paye les études des lycéens : est-ce que vous allez leur imposer des métiers ? est-ce qu'on va bientôt arriver dans un fascisme intégral ? dans un pays communiste total ? C'est aberrant !

Un autre participant : Qu'on ne demande pas aux lycéens de s'engager dans telle ou telle filière je suis d'accord, par contre pour des enseignements longs comme la médecine, les architectes, les pharmaciens...on peut discuter de l'idée que ces gens-là doivent un certain temps dans les services de l'Etat comme, à l'époque, les instituteurs devaient tant d'années pour payer leurs études à l'Ecole Normale⁴, moi ça ne me choquerait pas.

Une autre participante : J'ai une nièce qui fait des études de médecine, je peux vous dire qu'à 29 ans, elle n'a pas fini ses études et travaille en interne⁵ à l'hôpital jour et nuit pour ne pas gagner sa vie alors dire que les médecins se la coulent douce et qu'ils devraient travailler 5 ou 7 ans de plus, il faut parler de ce qu'on connaît ! Dire qu'on paye les études de médecine et que les médecins ne rendent rien en échange c'est faux !

+ de médecins formés

2

Une participante : Je suis tout à fait d'accord avec la dame, normalement tout le monde doit avoir accès tout le monde à la santé, mais encore faudrait-il qu'il y ait d'abord plus de médecins, parce qu'à ce que je sache, la population a beaucoup augmenté et on est resté à un numerus clausus à peu près identique.⁶ Sachant qu'actuellement dans les facultés de médecine, ce sont essentiellement des femmes qui sont en études et que beaucoup d'entre elles font le choix de ne pas travailler à plein temps, faites le compte du nombre de médecins

⁴ C'est encore le cas des écoles de la fonction publique dans lesquelles les études sont rémunérées (ENA mais aussi école de la magistrature par exemple)

⁵ L'internat constitue une large part des études de médecine : 3 à 5 ans essentiellement en hôpital suivant la spécialité choisie par l'étudiant, à partir de la 7^{ème} année d'études.

⁶ Numerus clausus : limitation du nombre de personnes admises à poursuivre les études de médecine, sur concours, après la première année Le numerus clausus est fixé par arrêté signé par les ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la santé.

disponibles pour avoir un rendez-vous rapidement, c'est encore pire évidemment en milieu rural. Il faudrait qu'on accepte qu'ils soient plus nombreux à passer des études : plus d'étudiants pour plus de médecins

Un participant : Vous avez aujourd'hui une multitude d'étudiants dans les métiers de la santé qui vont dans les pays de l'est payer 5000 euros par an pour faire leurs études, je trouve ça honteux ! Pourquoi on ne donne pas plus de facilités aux jeunes étudiants en médecine en France ?

ACCESSIBILITE

Aller plus loin dans l'accessibilité aux personnes handicapées

9

Une participante : Je souhaite que vous ajoutiez le problème de l'accessibilité pour les handicapés. On a un maire dans le Morbihan⁷ qui se promène un petit peu partout dans les communes, pour savoir si tout est fait pour l'accessibilité pour les handicapés et qui met une note (A, B ou C) suivant ce qu'a fait la commune. A Muzillac c'est B.

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

EQUITE FISCALE

Répartition avant redistribution de l'impôt Moins de niches fiscales Revenu universel pour tous

6

6

8

Une participante : J'aimerais qu'il y ait moins de niches fiscales donc que tout le monde paye l'impôt à hauteur de ce qu'il gagne - et pas simplement les revenus liés au travail, c'est les revenus en général. A partir du moment où tout le monde paiera ses impôts, on sera plus que 45% à le payer et donc la pression fiscale sera peut-être un peu moindre à ce moment-là.

Je voulais rajouter qu'on parle beaucoup de redistribution mais il faudrait d'abord parler de répartition parce que la répartition c'est avant impôt.

Et une de mes propositions ce serait le revenu universel pour tous, dans des conditions à débattre évidemment, mais qu'on parle de cette proposition qui permettrait aux gens de vivre dignement, sans se sentir vivre aux crochets de la société comme on veut leur faire croire.

Remise à plat de la fiscalité pour qu'elle soit plus juste Taxer la spéculation foncière et autres

7

5

Un participant : Nous payons tous des impôts, directs ou indirects, et nous avons beaucoup de demandes mais il faut aussi penser que toutes ces choses-là pourront avancer si on participe tous à la richesse commune. Comment participer ? Il y a les prélèvements des impôts, et ma proposition, ce serait une remise à plat complète de la fiscalité en général de façon que chacun puisse contribuer à hauteur de ce qu'il peut, de ce qu'il produit et ce qu'il gagne, je ne pense pas uniquement aux personnes mais aussi aux sociétés, aux profits ne sont pas réinvestis dans l'emploi... Que la fiscalité soit vraiment juste !

Quelque chose qui me révolte, c'est la spéculation et je parle aussi de la spéculation foncière, qui devrait être taxée à 100%. Ce sont des profits qui mériteraient que ces gens-là participent davantage. On aurait des services communs, un service public : nous en souhaitons tous, nous en avons beaucoup, mais il faut y participer.

Baser la fiscalité (TVA) sur l'impact sur des valeurs (ex : Santé) ou d'autres bases que les biens et services

7

Un participant : La fiscalité qui a été mise en place par monsieur Giscard d'Estaing était basée sur les biens et services, or, aujourd'hui je pense qu'on pourrait imaginer qu'elle soit basée sur la santé en général. Ça permettrait d'avoir peut-être un système de TVA à 0% pour les biens de consommation courante et beaucoup plus élevées pour des biens qui nous empoisonnent la vie. Je vous donne un exemple : les fruits et légumes, les médicaments 0%, mais tous les plats cuisinés, les sodas...vous récupérez là-dessus. Ça c'est les exemples les plus faciles, mais on peut très bien l'appliquer en écologie pour, par exemple, isoler une maison avec une TVA

⁷ Yann Jondot, maire de Langoëlan, nommé fin 2018 « ambassadeur de l'accessibilité » par la secrétaire d'état chargée des personnes handicapées

à 0 et peut être avoir sur les produits de luxe et les autres produits des TVA beaucoup plus élevées. Ça permet aussi de rendre du pouvoir d'achat aux gens.

Suppression du CICE, restitution des fonds perçus

3	1
---	---

Un participant : Je vais peut-être enfoncer une porte ouverte, mais supprimer ce fameux CICE, qui coûtait déjà énormément d'argent avec le quinquennat précédent et qui continue de plus belle sur celui-ci puisqu'on parle quand même de 40 milliards qui sont donnés à la plupart des grands groupes, sans retombées réelles sur les petites ou moyennes entreprises, c'est toujours très choisi. Moi je verrais bien la suppression voire la restitution de ce qui a été donné.

Rétablir l'ISF

5

Impôt aux multinationales

3

Un participant : On a vu que la notion de ruissellement ne fonctionne pas du tout, donc ma proposition est toute simple c'est rétablissement de l'ISF dans la fiscalité. C'est aussi l'impôt sur les sociétés surtout sur multinationales qui ne payent pas d'impôts par rapport à ce que payent les PME, donc c'est suppression des cadeaux faits aux riches

DEPENSES PUBLIQUES

Conserver les constructions publiques rentables, les services publics et entreprises publiques rentables

4

Une participante : Ce serait bien que l'argent des structures financées par les impôts des contribuables puisse leur revenir. Pour le barrage de la Rance, ce sont les impôts des bretons qui ont payé ça et maintenant que tout est payé et qu'on a plus que des bénéfices on parle de le revendre. Je ne trouve pas ça normal parce que, même si un état ne doit pas faire de bénéfices, est-ce qu'on ne pourrait pas changer ça pour que, à partir du moment où on construit un édifice qui devient rentable, on puisse le garder pour récupérer des fonds et éviter de taxer les gens après ? Parce que c'était le but au départ.

Fin des privatisations et récupération des anciens services publics

6

Une participante : Pour moi, ce ne sont pas que les barrages qui devraient rester à l'État, c'est tous ces services qui sont rentables et qui ont été vendus : les barrages, les autoroutes, la Poste, la SNCF... rentables ou pas d'ailleurs, parce que c'est des services publics et c'est important que ça reste national. Si j'ai une proposition, c'est que les entreprises nationales qui ne sont plus nationales le redevennent, surtout les rentables tant qu'à faire, puisque c'est les français qui ont payé, et surtout qu'on ne vende plus les entreprises nationales qui servent à l'intégralité des français.

Possibilité pour la France d'emprunter à la [Banque de France](#)

5

Une participante : Par rapport à la dette publique, aujourd'hui on a une loi en France, qui fait que l'état est obligé d'emprunter aux banques privées et pour moi la dette publique elle vient de là, puisqu'on n'a pas le temps de rembourser notre dette qu'on est déjà en train de rembourser les intérêts des précédentes. Ma proposition, ce serait de redonner le pouvoir à l'Etat d'emprunter à la Banque de France à taux zéro.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

+ de justice

Besoin de débattre sur le fond pour savoir où on veut aller

4

Se donner de vrais objectifs. La fiscalité n'est pas un objectif mais un outil

1

2

Un participant : Tout le monde a beaucoup de choses à dire aujourd'hui et on nous pose plein de questions qui sont très segmentées. Dans la [lettre de monsieur Macron](#) c'est 40 micro-questions et tout ça n'a pas de sens, parce qu'il n'y a aucune direction là-dedans. C'est des questions de technocrates sur des micro-sujets qui permettent d'éviter de répondre aux vraies questions. La vraie question qui ressort de quasiment toutes les interventions c'est qu'il y a une demande générale d'une plus grande justice. La fiscalité, ce n'est pas une question, c'est un outil pour pouvoir répondre à des problèmes, pour pouvoir tendre vers un objectif mais à aucun moment dans toutes les questions qui sont posées, on ne parle de cet objectif qui, pour moi, est assez clair : c'est la justice. Dans tous les domaines de notre vie finalement, que ce soit l'écologie, les transports, les services publics, l'accès à la médecine...on sent bien que ça ne va pas, ça diminue, ça se délite et on en est de plus en plus éloignés. Typiquement, la fiscalité pourrait permettre de rétablir ça, mais ce n'est qu'un outil donc la première question c'est « qu'est-ce qu'on veut vraiment ? ». Ce serait bien qu'un jour on ait effectivement les moyens d'en parler et de s'exprimer sans que ce soit systématiquement inscrit dans des petites boîtes qui empêchent de répondre à ces sujets-là.

Sur quasiment toutes les questions plus fondamentales qui sont posées, on peut trouver un mécanisme qui permet d'y répondre mais avant ça, il faudrait qu'on sache où on veut aller et c'est quelque chose qui est

absolument absent de toute ce qu'on a pu entendre et des débats. J'ai suivi plusieurs des débats nationaux en cours, alors peut être que ça dure 7h ou 8h mais en fait c'est 7 ou 8h sur les micro-dossiers locaux : c'est génial, on a le meilleur des technocrates a la tête du pays ! Il est temps d'avoir un retour de la politique mais de la vraie politique. Avoir enfin de vrais objectifs et après, essayer de les décliner avec des solutions !

6^{ème} République

6

Un participant : Le grand problème, c'est un problème de démocratie quelles que soient les décisions qui sont prises, quels que soient les votes et le bulletin qu'on va mettre dans une urne, à la sortie on nous fait un bras d'honneur et ils font comme ils veulent. (...) Il faut absolument qu'on arrive à un autre système, la 5eme république elle était viable avec la personnalité de de Gaulle mais maintenant on a des rigolos, la 6eme république proposée par Mélenchon c'est peut-être la moins pire des solutions

ÉLUS

Réintroduire : de l'écoute, de la représentativité, du contrôle des représentants, la responsabilité des élus

5

Un participant : Je voudrais essayer de rassembler un peu différentes choses qui ont été dites précédemment. Comme beaucoup, je trouve qu'on n'est pas très écoutés, d'ailleurs je suis assez inquiet sur ce que tout ceci produira réellement, c'est à dire que le débat est passionnant, c'est très intéressant, mais qu'est-ce qu'il en sortira vraiment ? J'ai des gros doutes...

A chaque fois qu'on a voté, on met un bulletin dans une urne et déjà, effectivement, il y a un problème du choix face à nous parce que finalement les partis ne nous représentent pas forcément très bien (et à la dernière élection c'était peut être particulièrement marqué et c'est un gros malentendu, la personne pour qui on a voté à la dernière élection dans la majorité des cas on votait pas pour son programme c'était un peu par la force des choses) mais quand on amène des questions précises, quand il y a eu des referendums, ils ont été systématiquement détournés, quand il y a eu des pétitions extrêmement larges, y compris en passant par le CESE⁸, d'une manière générale on est pas écoutés. En plus de ça il y a un problème de représentativité qui est absolument phénoménal à l'Assemblée nationale, qui ne représente rien. Il y a une telle distorsion dans la composition de l'Assemblée Nationale qu'elle ne sert plus à rien, et c'est assez intéressant de voir que le gouvernement, à un moment donné, a proposé de supprimer le Sénat et de garder l'Assemblée Nationale, qui était extraordinaire, alors qu'en fait l'Assemblée Nationale ne sert à rien et que c'est le Sénat qui a un vrai apport pour enrichir les lois ou pour contrôler le gouvernement. C'est exactement l'inverse de ce qui est poussé par le gouvernement. Ce dont on a réellement besoin, c'est une vraie représentativité, avec des vrais contrôles. La question de la responsabilité, est complètement absente du domaine politique, c'est même inscrit dans la loi⁹ pour ce qui concerne le Président de la République, qui est irresponsable sauf en cas de haute trahison. La plupart des hommes politiques ils peuvent faire n'importe quoi, une fois qu'ils arrivent au gouvernement notamment, on ne peut rien leur reprocher et le fait de dire qu'ils peuvent se représenter à la prochaine élection ce n'est pas suffisant. En travaillant dans des administrations ou dans le privé, si on travaille mal, on se fait virer, punir et parfois condamner, ce n'est absolument pas ce qu'on observe dans le domaine politique avec cette notion de responsabilité qui est purement et simplement absente. Il faut vraiment réintroduire de la représentativité et de la responsabilité. C'est plus un message pour les hommes politiques : qu'ils nous montrent enfin qu'ils nous écoutent !

Transparence des réunions des élus (tous) avec les lobbies, citoyens. Faire un registre

4

Un participant : Une proposition serait qu'il soit tenu un décompte des rendez-vous que les élus, nos 577 députés, ont avec les différents lobbys ou corps constitués, étant entendu que pour moi le plus grand lobby, c'est le lobby des citoyens. Que cette proposition puisse être réelle, vérifiable et évaluable. Qu'on sache très précisément qui rencontre le député de base parce qu'il est très intéressant de connaître les réseaux d'influence, qui se traduisent par des rendez-vous. Nous savons tous que les élus savent très bien résister ou, au contraire, écouter avec beaucoup d'oreille attentive tous ces différents avis. A partir de cela il faut peut-être fixer quelques règles pratiques. Ce que je sais, c'est qu'elle est en cours cette décision, pour l'Europe¹⁰, et qu'elle fait l'objet d'un refus massif des élus parce que rendre des comptes sur qui je fréquente, qui je reçois, sur quels sujets... Mais là je parle des élus français et pas que des élus nationaux.

⁸ Le Conseil Economique Social et Environnemental (CESE) est la 3^{ème} chambre de la République, avec l'Assemblée Nationale et le Sénat, il s'agit d'un conseil consultatif qui conseille le gouvernement sur l'élaboration des lois et les orientations des politiques publiques. Voir son [site internet](#).

⁹ L'article 67 de la Constitution stipule que « Le Président de la République n'est pas responsable des actes accomplis en cette qualité »

¹⁰ Modification du règlement intérieur du parlement européen votée en janvier. Voir sur le [site officiel](#)

Baisse du nombre de sénateurs et députés

1

Baisser les avantages et salaires des élus

1

Un participant : Je pense que nous avons en France trop de députés¹¹, trop de sénateurs, et que nous les payons trop cher. Je pense qu'on n'a pas besoin de tout ce monde et qu'ils sont beaucoup trop payés¹², qu'ils ont des retraites qui sont trop importantes. Je parlerais aussi de nos anciens Présidents de la République qui coûtent très cher à l'état. Je pense qu'avant de chercher à trouver de l'argent auprès des classes moyennes, ils feraient bien d'abord de s'occuper d'eux sur ce plan-là. Personne n'en parle, nous, nous en parlons mais eux n'en parlent pas, je crois que ça ne les gêne pas d'être très nombreux et très bien payés.

Reconnaitre les niveaux de responsabilité des citoyens et des élus qui ne sont pas au même niveau. Les vrais responsables sont ceux qui ont le pouvoir

3

Un participant : Je pense très honnêtement qu'on n'est pas à égalité, je veux bien que l'on fasse chacun des efforts mais je suis fatigué d'entendre les politiciens dire que nous sommes responsables de tout. Je veux bien être responsable mais ma responsabilité, votre responsabilité, n'est pas du même niveau que ceux qui ont le pouvoir et sans arrêt nous sommes fustigés : nous devons surveiller les étiquettes, faire ceci, vider ceci, faire cela... sans arrêt nous sommes mis plus bas que terre et nous sommes responsables des malheurs du monde, de ce qu'on ne fait pas. Je suis désolé mais j'ai moins de pouvoir que messieurs Macron, Sarkozy ou Hollande ou monsieur Carlos Gohn ! Ce sont quand même les hommes politiques, tous les gens qui ont prôné le libéralisme, qui nous ont emmené dans cette galère ! Je pense que nos hommes politiques nous attaquent sans arrêt, ceux du bas, alors bien sur nous sommes responsables mais pas au même niveau, faut pas charrier ! Les vrais responsables, ce sont ceux qui ont le pouvoir et pas ceux qui ne l'ont pas.

Mise en place du RIC

2	7
---	---

Plus d'experts auprès des élus avec contrôle et transparence

1	
---	--

Une participante : A vous écouter intervenir, je me rends compte qu'on a tous nos propres soucis qui impactent notre vie privée ou notre vie professionnelle, des revendications, des choses qui nous scandalisent et il y a plein de points qu'en fait on ne connaît pas. Par exemple la médecine : je vous entends échanger et je me rends compte qu'on ne connaît pas forcément, on peut avoir un point de vue mais pas les connaissances suffisantes pour être objectif. Et moi, j'ai une proposition qui se dédoublera en deux parties : la première ce serait le referendum d'initiative citoyenne (RIC) : je ne suis pas une révolutionnaire dans l'âme mais l'idée du RIC, c'est que n'importe quel citoyen qui peut fédérer une partie de la population, que ce soit pour créer des lois...pour le coup, théoriquement, dans une certaine bienveillance puisque c'est nous citoyens qui nous battons contre ces lobbies, contre le fric, contre cette mentalité ultra mondialiste et je me dis qu'une fois que ça vient de nous, ça ne peut que changer. Aujourd'hui notre pays peut nous donner les moyens, quand on a des causes qui nous tiennent vraiment à cœur de pouvoir les défendre pour moi le ric en sachant que je parle de tous les ric possibles : révocatoires...pour moi c'est la seule vraie solution pour mettre tout le monde d'accord et que tout le monde ait son mot à dire de manière intelligente que ce soit démocratique

En parallèle, je voudrais aussi un changement de ces représentants politiques. Le truc qui me choque c'est que, si on écoute notre président actuel, la démocratie de la 5eme république se résume à voter une fois tous les 5 ans : vous élisez un président ou vous n'en élisez pas un autre potentiel et finalement on ne se sent pas maître de tout ça réellement, donc ma deuxième proposition ce serait de faire en sorte qu'on ait des politiciens qu'on choisisse en fonction de leur valeur professionnelle. Parce qu'aujourd'hui, moi je vote que depuis dix ans et à chaque fois je ne sais pas pour qui voter, parce que ce ne sont pas des programmes que nous élistons mais c'est un temps de parole dans la presse, des contacts... et j'en ai marre de voter dans la peur de ce qui pourrait se passer ! J'ai envie de voter pour des idées, pour des valeurs, pour des vrais concepts (...)

Et inclure les professionnels, par exemple tout à l'heure on parlait des scientifiques (...) et moi je demande à ce que les hommes politiques s'entourent de réels professionnels de réels scientifiques qui fassent leur travail de manière éthique, que ce soit contrôlé et pas par une minorité. On en revient encore à la transparence.

Suppression du financement public des partis politiques (c'est le citoyen qui choisira à qui il donne)

1

Propositions financement des partis :

- 1 citoyen=1voix=7,5€
- Au parlement : 1/3 en fonction des CSP, 1/3 tirés au sort

3

Un participant : une proposition à faire qui recoupe l'idée de plus de justice dans la démocratie et la citoyenneté et qui est toute simple. Je vais vous citer 3 chiffres donnés dans « Le prix de la démocratie¹³ », un ouvrage qui a été envoyé à M. Macron. Les citoyens sont très inégaux dans la façon de représenter les français à travers leur parlement et le financement public des partis politiques. Première proposition : suppression du financement public direct des partis politiques au profit d'une allocation de 7,5€ donnée à chaque citoyen qui le donne au parti ou au groupe politique de son choix chaque année. Le coût du fonctionnement des appareils politiques tout confondu est de 1,4 milliards donc, divisé par le nombre de citoyens en âge de voter, c'est très exactement 7,5 euros par an à la discrétion de chaque citoyen. Pourquoi cela ? Parce que les études montrent que ce sont

¹¹ Il y a en France 577 députés et 343 sénateurs

¹² Les indemnités des députés et sénateurs s'élèvent à 7239,9 € bruts soit environ 5380 € nets par mois.

¹³ Julia Cagé, 2018, éditions Fayard

essentiellement les classes favorisées qui financent la politique et les partis politiques à hauteur en moyenne, pour les 10% les plus favorisés, de 340 euros/an avec des processus de défiscalisation. Là ou un smicard pourra donner 5 euros, on peut donner jusqu'à 7500€ défiscalisés¹⁴ quand on a de l'argent pour le faire, donc cette proposition introduirait un citoyen=une voix=un financement, donc interdiction du financement privé mais total financement public par le fait que chaque citoyen alloue chaque année 7,5 euros au parti de son choix. Ces propositions de financement par les citoyens existent déjà en partie en Belgique et, de façon assez étonnante pour moi, en Italie.

Aujourd'hui, le Parlement est essentiellement composé de personnes issues des classes moyennes ou favorisées et il n'y a quasiment personne des employés et des ouvriers or, ça représente en France 51% de la population active. Deuxième proposition, la représentation au Parlement pourrait se faire sur la base du tiers des 577 députés strictement représentants chaque catégorie socio-professionnelle, qui pourraient être élu à partir de quotas. On pourrait aussi imaginer dans un autre tiers du parlement, des élus qui seraient le résultat d'un tirage au sort.

Ces deux petites propositions pourraient introduire une stricte égalité entre les voix des citoyens et dans le cadre réformiste, il ne s'agit pas d'une 6ème république. Inutile de vous dire que toutes ces propositions, Macron les connaît, l'appareil d'état et toute sa technocratie les connaissent et bien sûr, ils ne veulent pas en entendre parler.

PARTICIPATION DES CITOYENS

Avoir des citoyens dans chaque commission ou groupe de travail local ou national 3

Une participante : Ma proposition, ce serait qu'il y ait des citoyens qui puissent être dans tous les groupes de travail, que ce soit ceux des communes, des intercommunalités, des départements, de l'Assemblée Nationale, du Sénat... parce que quand on parle d'agriculture, il faut des agriculteurs quand on parle de santé il faut des infirmières...

Election directe pour les intercommunalités 4

Associer les citoyens dans les projets intercommunaux 4

Une participante: Concernant la décentralisation je voudrais qu'on élise les élus de la communauté de communes parce qu'actuellement ils sont désignés par les conseils municipaux¹⁵, pas directement, et on pourrait imaginer qu'il y aurait une augmentation de la participation pour les scrutins locaux : soit par des comités citoyens pour tout ce qui concerne la gestion locale, soit qu'il y ait une campagne de présentation des projets de la communauté de communes qui soit mise au suffrage des électeurs.

Parce qu'aujourd'hui, on n'a pas tellement de regard sur les projets intercommunaux ni sur les équipes donc il faudrait associer les citoyens à la gestion intercommunale, je pense que c'est le meilleur endroit où on peut discuter des projets aujourd'hui, ce n'est pas dans la commune. L'intercommunalité ayant pris de l'importance sur les décisions locales, ce serait bien qu'il y ait des comités citoyens associés et qu'on soit associés à un projet intercommunal en obligeant les gens qui se présentent à l'intercommunalité de soumettre un projet aux citoyens et surtout qu'il y ait un débat sur le projet intercommunal parce qu'aujourd'hui il n'y en a pas

RIC, y compris local (ex : rattachement du 44 à la Bretagne

Respect de la demande des citoyens)

Un participant : Je vous rappelle simplement que l'ONU vient de faire quelques remontrances à la France pour son manque de clarté dans sa politique très « politicienne » et je crois que l'occasion est venue de passer à autre chose. Moi, je suis un fanatique du fédéralisme et je pense que l'ultra-centralisme ça suffit. Je trouve très bien cette idée de RIC, c'est une idée à reprendre, que les élus peuvent reprendre localement.

Il y a eu une première pétition menée en Loire Atlantique¹⁶ sur le rattachement administratif à la Bretagne qu'on a ratifiée 110 000 personnes. La loi prévoit que si 10% des électeurs, soit 100 000 personnes en Loire Atlantique, le demandent, on doit obligatoirement organiser un référendum. Le président du Conseil Général¹⁷ a botté en touche et n'a pas organisé ce référendum. Ce que je propose concrètement, c'est que les élus ainsi que le Conseil Général du Morbihan rappellent ses vœux de rattachement administratif de la Bretagne parce que c'est quelque chose qui, je crois, qui tient à cœur à beaucoup de monde et c'est important pour la suite. C'est en quelque sorte le premier RIC qui vient d'être établi : soyons en mesure d'écouter les vœux des citoyens donc RIC y compris local

Un autre participant : On a parlé de la prise en considération des référendums locaux, je suis tout à fait pour mais quand on parle de réunir le 44 à la Bretagne, il faut qu'on arrête nos âneries ! L'État a déjà créé des hyper-

¹⁴ 7 500 € par an et par personne, plafonnés à 15 000 € par an et par foyer fiscal. Source : service-public.fr

¹⁵ Depuis 2014, les listes aux élections municipales doivent mentionner les membres des équipes qui seront membres des conseils communautaires.

¹⁶ L'association Bretagne réunie, à l'origine de la pétition, a recueilli 105 000 signatures. La loi prévoit que dans un département, un dixième des électeurs peuvent demander à ce que soit inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante (conseil départemental) l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de la décision de cette assemblée. La décision d'organiser la consultation appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale. (article L 1112-16 du Code Général des collectivités territoriales) La loi prévoyait également un « droit d'option » pour les départements qui souhaitaient changer de Région, avant le 1^{er} mars 2019.

¹⁷ NB : Depuis 2015, le « Conseil Général » est officiellement appelé « Conseil Départemental »

régions : vous prenez le cas de Toulouse qui se trouve réunie avec Montpellier¹⁸ ils versent des millions d'euros (ils ont doublé tous les bâtiments de réunions et ils payent des indemnités aux élus pour se déplacer une fois à Montpellier une fois à Toulouse) il faut qu'on arrête nos conneries sur ce niveau-là, donc le 44 reste le 44, je n'ai absolument rien contre le 44, et qu'il y ait une réunion historique du 44 avec le reste des départements bretons pourquoi pas ? Mais au niveau administratif il est hors de question que le 44 vienne !

MODALITES DE VOTE

Vote obligatoire

Prise en compte des votes blancs

Quorum pour être élu

1	2
8	
1	

Un participant (à propos d'un referendum sur le rattachement de la Loire atlantique à la Bretagne) : *Il faut obliger les gens à voter, autrement ça ne sert à rien. Il y a eu un referendum dimanche à Quimperlé¹⁹, y a qu'à regarder y a eu 50 personnes. Vote obligatoire avec prise en compte des votes blancs et quorum minimal.*

Une participante : *je voulais soulever une question : parmi les gilets jaunes, essayez de donner un pourcentage de gens qui ont voté. Quand on a voté après on le droit de manifester mais là, on se demande : ce sont des gens qui ne veulent pas voter, qui n'ont pas d'idées et à un moment donné quand il faut revendiquer, on revendique, alors je suis pour le vote obligatoire !*

Une autre participante : *Je suis d'accord pour la prise en compte du vote blanc mais pas du tout pour l'obligation du vote (...) parce qu'à partir du moment où vous obligez à voter, si c'est pour avoir les mêmes candidats qu'on a aujourd'hui je suis désolée mais on peut être obligés ou pas, les choses ne vont pas changer. Je ne pense pas que le problème d'aujourd'hui soit dans le fait de voter ou pas voter, il y a énormément de gens qui ne votent pas parce qu'ils ne savent pas pour qui voter, parce qu'on n'a pas une classe politique professionnelle donc pour moi l'obligation de vote elle peut être possiblement envisageable dans le futur mais pas dans un monde politique actuel. Moi si demain vous m'obligez à voter ça ne changera pas mon vote, je voterais blanc et pour moi le vote blanc il doit être comptabilisé.*

Et par rapport au referendum pour moi, à partir du moment où vous apportez un vrai outil démocratique, il n'y a pas besoin d'obliger les gens à voter. Dans mon entourage, j'ai beaucoup de gens qui ne votent pas depuis plusieurs années pas parce que le vote ou la démocratie leur passent au-dessus c'est juste qu'ils disent « je vais voter pour quoi ? de toute façon je vote blanc ça ne compte pas et je ne sais pas pour qui voter donc moi je vote blanc de mon canapé ». C'est aussi simple que ça ! Si demain on a une vraie réponse démocratique avec des personnes engagées et de la bienveillance, si on a des vrais professionnels de la politique qui ont des vraies réponses et pas juste une apparence (...) je pense que les gens n'auront pas besoin d'obligation pour aller voter et le feront par plaisir de faire avancer leur pays !

EUROPE

Pas d'Europe/retour au Franc

5	11
---	----

Un participant : *Moi je voudrais parler de la maladie de la France. Finalement, c'est un gros problème économique. Qu'est ce qui se passe ? On va vers la mondialisation et la mondialisation finalement c'est la libre circulation des hommes, des idées, des biens, des capitaux et l'alignement des salaires, des prestations sociales des retraites sur les cours mondiaux. Est-ce qu'il y a quelqu'un dans la salle qui pourra aligner son salaire ou sa retraite sur les cours mondiaux ? C'est généreux de s'aligner sur la pauvreté du monde, c'est à dire que nous on aura moins et les autres auront plus... La crise des Gilets jaunes, c'est des gens qui veulent consommer plus, consommer normalement et on leur interdit, finalement, par des salaires très bas, donc moi je suis de ceux qui pensent que je préfère une retraite qui est indexée sur notre pays que de voir ma retraite indexée sur la pauvreté du monde. Plus il y a d'Europe, plus il y a de mondialisation, donc je propose qu'on sorte de l'Europe et qu'on revienne au franc.*

Un autre participant : *Sur l'Europe, combien les capitaux chinois et européens créent d'emplois en Bretagne ? Je ne parle pas du tourisme, mais de la vie de tous les jours : demandez aux pêcheurs, aux chantiers navals, allez à Saint-Nazaire, demandez-leur combien l'Europe crée d'emplois ! C'est pour ça qu'il ne faut pas avoir une vue de son petit côté ! Dire « l'Europe, la mondialisation... » on est dans un système. Si on veut que la mondialisation existe d'une autre façon je suis d'accord, mais dire « pas de mondialisation » ce n'est pas possible !*

¹⁸ Au sein de la région Occitanie, fusion des anciennes Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées

¹⁹ Un référendum a eu lieu le dimanche 3 mars à Quimper (et non Quimperlé) dans le Finistère sur le devenir des halles de la ville. Avec un taux de participation de 20,33% il n'a qu'une valeur consultative, la valeur décisionnelle d'un tel référendum étant conditionnée à la participation d'au moins 50% des électeurs. (source : [ville de Quimper](#))

Harmonisation fiscale et sociale de l'Europe

4

Un participant : *Moi je suis pour l'Europe et je voudrais une Europe sociale et fiscale et là on réglerait pas mal de problèmes d'injustice*

Une autre Europe, pas basée sur les lobbys et sur le fric/la rentabilité

1

Un participant : *Ce n'est pas « pas d'Europe » qu'il faut, c'est une autre Europe, une Europe humaine qui soit pas basée sur le fric, ou sur les lobbys. Moi j'ai 35 ans de métier du bâtiment et si vous saviez...toutes les normes européennes actuelles sont imposées par les lobbys professionnels !*

Qu'on arrête d'avoir une vie basée sur le fric, pourquoi on ferme les bureaux de poste ? parce que ce n'est pas rentable ! Tout est basé sur le fric alors là, y a un choix à faire : ou on fait Peter le globe terrestre a force de lui faire des piqûres de fric ou on commence à parler de transition écologique mais on ne mélange pas tout.

Non à l'Europe ultralibérale

2

Un participant : *Concernant l'Europe monsieur a dit « pas d'Europe », je vais bientôt finir par le penser aussi si on continue comme ça avec leur ultra libéralisme où les sociétés capitalistiques décident de tout en permanence à Bruxelles et où n'importe quel dirigeant d'une grosse boîte ou d'un fond de pension a plus de pouvoir que Macron...*

SUJETS TRANSVERSAUX

Arrêter le libéralisme

3

Lutter contre l'inégalité sociale

8

Un participant (à propos de transition écologique) : *J'ai une problématique, c'est que c'est à ce monde libéral d'assurer la transition écologique, parce que nous savons que le monde libéral c'est d'abord l'argent qui le mène et donc je ne suis pas sûr qu'il ne faille pas changer de système. Tout ce que je vois sur le tableau c'est du macronisme, moi je sais depuis longtemps ce que c'est que le monde libéral, je ne suis pas surpris. Je vais vous citer un exemple : « la fiscalité et les dépenses publiques » ça c'est un thème qui est voulu et moi j'aurais préféré qu'on parle de la production (qu'est-ce qu'on produit ? comment on le produit ?) et la répartition des richesses. C'est d'abord la répartition des richesses - des revenus, des traitements, des salaires- et après seulement, on pourra parler fiscalité. Nous sommes dans un monde extrêmement inégalitaire, ce libéralisme c'est le creusement des inégalités, qui sont terribles. Il y a des économistes qui disent clairement que nous sommes au bout du rouleau. Les Gilets jaunes sont pas venus comme ça, par hasard, c'est la suite logique d'un système qui se veut inégalitaire alors moi je veux bien qu'on parle de fiscalité, mais je souhaiterais qu'on comprime un petit peu entre ceux qui ont 95 milliards au patrimoine et ceux qui n'ont pas un centime. La journée ne dure que 24 h, comment peut-on justifier cette différence ?*

Je le mettrais dans « autres » parce que tout ça, est un petit peu figé. Il y a d'autres débats que ce qui est inscrit là : la lutte contre les inégalités sociales, la lutte contre les trop grandes différences entre eux qui ont et ceux qui n'ont pas ça nous allons en mourir !

Répartition plus juste des richesses. Remise en question des citoyens individuellement

2

Un participant : *Il y a des gens qui ont parlé de la répartition des richesses, dire qu'on répartit mal les richesses, dans certains cas, il y a un côté pile et un côté face et il faut savoir regarder les deux cotés et pas toujours dénoncer. Savoir que chaque citoyen est responsable de ce qu'il fait dans sa vie de tous les jours, c'est ça aussi qu'il faut dénoncer.*

Un autre participant : *Je crois que d'une façon générale, l'idée générale vers laquelle on lutte actuellement, toutes ces réactions, les Gilets jaunes et d'une façon générale de tous les gens : on en a marre des inégalités, on en a marre de voir les riches favorisés en supprimant l'ISF, on en a marre de voir les multinationales à qui on supprime les impôts ou qu'on a du mal à leur faire payer, on en a marre de toutes ces inégalités avec, par contre, un oubli complet de l'humain. La CSG est un exemple : n'oublions pas qu'elle est venue tout de suite après la suppression de l'ISF, c'est vraiment aberrant, anti social et contre la façon dont on doit diriger un pays, je pense.*

Rétablir l'ISF, c'est évident : prendre l'argent là où il est ! Par contre, essayer d'arrêter d'augmenter les impôts et les taxes comme on l'a fait il n'y a pas très longtemps avec le carburant. Je crois que c'est un déséquilibre complet et une inégalité qui se creusent de plus en plus. On constate qu'il y a de plus en plus de riches en France et dans le monde et on a aussi de plus en plus de pauvres !

CONFIGURATION DE LA SALLE



EN FIN DE REUNION, VOTE PAR « GOMMETTES » DES PARTICIPANTS



Photos des panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes



ORGANISATION DE L'ETAT ET DESSERVICES PUBLICS

L'Etat en
modérateur

(+) de médecins
formés

Egalité des services
publics, en particulier
pour la santé
Les médecins doivent donner
du temps en échange de leur
formation
Et les enseignements longs

• Fin des
• privatisations
• et récupérations des
anciens services publics

Conserver les construc-
tions publiques réutilisables
Conserver
les services publics
les entreprises publiques
réutilisables

• Aller plus loin
• dans l'accessibilité
• aux personnes
• handicapées

LA FISCALITE ET LES DEPENSES

PUBLIQUES

Rétablissement de
l'ISF
L'impôt aux multinationales

• Harmonisation
fiscale et
sociale de
l'Europe

Suppression
du CICE
• restitué des fonds
perçus

Rétablir
l'ISF

Possibilité pour
la Fce d'emprunter
à la Banque
de Fce

Répartition plus
juste des richesses
Remise en question des
citoyens individuellement

Remise à plat de la
fiscalité pour qu'elle
soit + juste

• Taxer la
Spéculation
foncière et
autres

• Baser la fiscalité (TVA)
sur l'impact possible sur
des valeurs (santé)
ou d'autres bases que les
biens et services

• Revenu universel
pour tous

• Noms de riches
fiscales

• Répartition avant
redistribution
de l'impôt

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

6^{eme} République

Transparence des réunions des élus (Tous) avec les lobbies, citoyens

Faire un registre

Besoin de débattre sur le fond pour savoir où on veut aller

Se donner de vrais objectifs
La fiscalité n'est pas un objectif mais un outil.

Pas d'Europe
Retour au franc

Suppression du financement public des partis politiques

Maintenir les enquêtes publiques - en particulier pour l'éologie

Mise en place du RIC

Non à l'Europe ultra libérale

Propositions
- 1 citoyen = 1 voix = 7,50€
- App. au parlement en fonction des tris au sort

Associer les citoyens dans les projets inter communaux

RIC y compris local
ex: rattachement du 44 à la Bretagne.
Respect de la demande des citoyens

Besoin de débattre sur le fond pour savoir où on veut aller

Prise en compte des votes blancs

Vote obligatoire

Une autre Europe pas basée sur les lobbies et sur le fric / rentabilité

Plus d'experts pris des élus avec contrôles et transparence

Avoir des citoyens dans chaque commission ou groupe de travail local ou national

Supprimer le SENAT

Supprimer le Parlement Européen

Corum pour être élu

Election direct pour les inter communalités

Supprimer le CESE (Conseil économique et social)

Avantages et Salaires des élus

↓ nbr de Sénateurs et de députés

AUTRES

Arrêter le
libéralisme

Cartons
verts

+ de justice

Lutter contre
l'inégalité
sociale

Réintroduire :

- de l'écoute
- de la représentativité
- du contrôle des représentants
- la responsabilité des élus

Reconnaitre les niveaux
de responsabilité des
citoyens et des élus
↳ qui ne sont pas au
même niveau.
Les vrais responsables sont ceux
qui ont le pouvoir